

01 MARS 2018



MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ

DDGOS
Frank

DDJ / D CASF
DAC

Ku 16

Transmis à

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE
SD1 B
Claire BONELLO
☎ : 01.40.56.71.22
Claire.bonello@sante.gouv.fr
N° D-2018

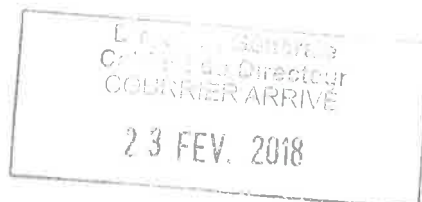
Paris, le 20 FEV 2018

Courrier Arrivé
DDGOS/Cabinet

23 FEV. 2018

Un PU
DPRF
copie Dact

Monsieur le Directeur général,



La première réunion du collège des financeurs en application de l'article 55 de la LFSS pour 2018 s'est tenue le 5 janvier dernier. Faisant suite à un avis favorable de la Haute Autorité de santé rendu le 20 décembre 2017, le collège s'est prononcé sur les modalités de rémunération de deux protocoles portant sur la réalisation d'un bilan visuel par un orthoptiste dans le cadre du renouvellement et de l'adaptation des corrections optiques chez l'enfant de 6 à 15 ans et chez l'adulte de 16 à 50 ans, pour lesquels le financement dérogatoire est arrivé à échéance le 12 janvier dernier.

Le collège a rendu un avis favorable, joint à ce courrier, sur la pérennisation du financement dans les conditions suivantes :

- le tarif de l'acte est fixé à 28€ ;
- les professionnels s'engagent à réaliser cet acte à tarif opposable ;
- le protocole s'adresse à des orthoptistes salariés et libéraux ;
- les professionnels réalisent l'acte dans un lieu d'exercice unique.

Pour l'entrée dans le droit commun de ces deux protocoles, à une inscription à la nomenclature générale des actes et prestations (NGAP) de l'acte concerné dans une section dédiée aux actes en équipe, est nécessaire. Dans l'attente de votre décision, un arrêté prévoyant la prorogation du financement dérogatoire des protocoles sera publié très prochainement. Mes services se tiennent à votre disposition pour toute information complémentaire que vous jugeriez utile.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur général, à l'assurance de ma meilleure considération.

Mathilde LIGNOT-LELOUP

MONSIEUR NICOLAS REVEL
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNION NATIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE
26-50 AVENUE DU PR. ANDRÉ LEMIERRE
75986 PARIS CEDEX 20

AVIS n° 2018-01 portant sur le modèle économique de droit commun de deux protocoles de délégation entre ophtalmologistes et orthoptistes

Le collège des financeurs,

Vu les articles L. 4011-1 et suivants du code de la santé publique ;

Vu le décret n° 2018-5 du 3 janvier 2018 relatif à la composition du collège des financeurs des coopérations entre professionnels de santé ;

Vu le décret n° 2014-919 du 18 août 2014 relatif au fonctionnement du collège des financeurs des coopérations entre professionnels de santé ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2009 modifié relatif à la procédure applicable aux protocoles de coopération entre professionnels de santé ;

Vu l'avis n° 2017.0105/AC/SA3P du 20 décembre 2017 du collège de la Haute autorité de santé sur la pérennisation du financement de deux protocoles de coopération portant délégation de tâches entre ophtalmologistes et orthoptistes » ;

Considérant le besoin de santé publique en soins ophtalmologiques en France ;

Considérant le coût de la mise en œuvre des protocoles ;

Considérant les données d'activités transmises par les agences régionales de santé et la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés qui ont permis l'évaluation par la HAS du déploiement de deux protocoles de coopération :

- le bilan visuel réalisé par un orthoptiste dans le cadre du renouvellement / adaptation des corrections optiques chez les enfants de 6 à 15 ans ;
- le bilan visuel réalisé par un orthoptiste dans le cadre du renouvellement / adaptation des corrections optiques chez les adultes de 16 à 49 ans ;

Rend un avis favorable sur le financement définitif des deux protocoles de coopération susmentionnés, sous réserve qu'ils soient mis en œuvre dans les conditions suivantes :

- La rémunération de l'acte réalisé en équipe est fixée à 28€ ;
- L'acte est réalisé à tarif opposable et dans un lieu d'exercice unique regroupant l'ophtalmologiste et l'orthoptiste ;
- Le financement dérogatoire des protocoles de coopération prévu par arrêté du 9 janvier 2017 est prorogé jusqu'à l'inscription des actes réalisés en équipe sur la liste mentionnée à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale.
- La décision du directeur général de l'UNCAM relative à l'inscription de l'acte réalisé en équipe sur la liste définie à l'article L 162-1-7 du code de la sécurité sociale précisera les conditions spécifiques de facturation de cet acte.

Avis rendu à l'unanimité

Pour le collège des financeurs, son président, le

La directrice de la sécurité sociale


Mathilde LIGNOT-LELOUP